

12 avril 1790

Nº. C. X X V.

L'AMI DU PEUPLE.

O U

LE PUBLICISTE PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT (1), auteur de l'Offrande à la Patrie,
du Moniteur, et du Plan de Constitution, etc.

Vitam impendere vero.

Du Lundi 12 Avril 1790.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 10 Avril 1790.

Dénonciation de M. Necker à l'Assemblée
nationale -- Réflexions de l'Ami du peuple.

Il a été fait lecture d'une lettre adressée au
président, par le ministre *adoré*, qui demande,

Je préviens mes lecteurs que celui qui s'est
emparé de mon titre et qui continue ma feuille,
la suppose de mon imprimerie, pour m'en
escroquer l'argent du public.

au nom du roi, un crédit de 40 millions, pour mettre la caisse d'escompte en état de satisfaire aux besoins des mois d'avril et de mai (1).

M. de Biozat s'est levé. « Il est bien étonnant a-t-il dit, que l'on attende toujours ainsi au dernier moment à nous présenter les besoins urgens du trésor public, et que l'on parle de ces besoins dans le moment même où l'on donne, de toutes parts, des acquits à comptant. Je sais que l'on vient d'en délivrer un, de la somme de cinq mille livres, à M. de Vauvilliers, lieutenant de maire de la municipalité de Paris (2). Je soutiens que vous ne pouvez

(1) Le Genevois sentant le coup qui l'attendait, a ajouté : qu'il profitoit de l'occasion pour annoncer, qu'il va repousser les insinuations calomnieuses répandues contre lui dans les deux derniers rapports du comité des pensions, l'un relatif aux ordonnances de paiemens, l'autre à des traitemens accordés à des gens en faveur. Il donne sa parole d'honneur (il n'engage pas grand'chose) de répondre dans peu, et de rendre sa réponse publique. -- Nous verrons comment il s'en tirera.

(2) A force de puisser dans le trésor communal, nos dignes représentans à l'hôtel-de-ville l'ont mis à sec. -- Les voilà maintenant qui puisent dans le trésor-national.

prendre de parti sur ce que l'on vous demande, avant de connoître l'état des dépenses nécessaires. Je requiers donc que cet état soit fourni incessamment par le premier ministre des finances, et qu'il soit en outre tenu d'indiquer les différentes caisses où les paiemens seront faits : car, Messieurs, sans cela nous ne pourrons jamais parvenir à vous instruire des vérités terribles que nous avons à vous dire. »

M. le Camus, brave patriote et membre du comité des pensions, a soutenu la motion de M. de Biazat. « Il est nécessaire, a-t-il ajouté, de faire connoître au peuple jusqu'à quel point il a été jusqu'à présent trompé. Hier, encore, nous avons découvert une foule de dons et de gratifications de la nature de ceux dont nous avons déjà donné connoissance; et je profite de l'occasion pour me plaindre des difficultés que le comité éprouve journellement de la part des ministres, lorsqu'il leur demande des renseignemens. Nous avons été avertis, non par le premier ministre des finances, mais par de bons patriotes, qu'il existoit un REGISTRE DE DÉCISIONS, où étoient indiqués tous les paiemens. Nous l'avons demandé plusieurs fois envain; et après bien des sollicitations, le premier ministre nous avoit dit que nous pouvions en aller prendre.

communicatoin chez le sieur de S. Léon : en
 conséquence , nous avons indiqué à celui - ci
 un rendez-vous pour mardi dernier , au soir.
 Prêts à nous y rendre , le sieur de S. Léon nous
 fait dire qu'il ne peut pas être chez lui , parce
 qu'il se trouve d'un comité avec M. le contrô-
 leur général. Nous écrivons à M. Necker , en
 lui montrant notre étonnement de cette con-
 duite , et lui observant que nous ne pouvions
 pas perdre notre tems à valter aussi chez ses
 commis : il répond qu'il a autorisé le sieur de
 S. Léon à ne pas nous communiquer le REGISTRE
 DES DÉCISION , parce que nous avons fait
 imprimer le livre rouge , sans l'aveu de l'assem-
 blée ni celui du roi : nous lui avons répondu
 que nous étions prêts à subir la peine que l'as-
 semblée nationale voudroit nous infliger , pour
 cette prétendue indiscretion ; mais , qu'à l'égard
 du roi , nous n'étions par ses représentans , et
 que nous n'avions aucun compte à lui rendre.
 Nous avons rappelé à M. Necker l'engagement
 qu'il avoit contracté dans tous les comptes publiés
 par lui , de fournir les états et pieces justifi-
 catives : nous lui avons fait beaucoup d'autres
 observations , et il a fini par nous dire , qu'il
 avoit conseillé à M. de S. Léon de ne se pas
 trouver chez lui , parce qu'il espéroit que nous

n'insisterions pas sur la communication du registre. Enfin , nous sommes allés hier chez M. de S. Léon , qui nous a communiqué trois volumes de ce registre , savoir ; les 12^e , 13^e et 14^e , dans l'un desquels nous avons vu , entre autres choses , que M. DE DURAS s'est fait accorder une gratification de 6000 liv. , PAR MOIS , pour toute la durée des états généraux . et que a dernière tenue des états de Bretagne , avoit coûté 300,000 liv. Nous avons voulu prendre des copies et des notes sur ces registres , et M. de S. Léon , nous a dit que les ordres de M. Necker étoient de ne pas nous en laisser prendre. Je requiers donc que l'assemblée ordonne aux ministres d'envoyer au comité des pensions et à tous autres les registres de l'administration des finances. »

M. Freteau a appuyé la motion , et l'assemblée , en ordonnant le renvoi de la lettre du ministre Genevois , au comité , a décrété. 1^o. Que le premier ministre des finances sera tenu de fournir l'état exact des dépenses qui nécessitent le besoin extraordinaire de 40 millions , pour les mois d'avril et de mai , ainsi que les causes de ce déficit. 2^o. Que l'état des fonds réels existans dans les caisses , ainsi que l'état des impositions directs , non encore acquittées , seront envoyées

à l'assemblée. 3°. Que les registres de recettes et dépenses, relatifs aux finances, notamment celui DES DÉCISIONS, seront remis à tous les comités, à l'exception seulement des registres d'administration journalière et des feuilles originales qui ne peuvent être déplacées. »

Réflexions de l'Ami du peuple.

Le voilà pourtant démasqué, ce fin Gènevois, que je connoissois mieux que personne et que j'ai eu le courage de dénoncer le premier. Sa conduite n'est plus un problème : ses intrigues, ses sourdes menées, pour favoriser les grands qu'il caresse, pour écraser le peuple qu'il méprise, qu'il opprime, sont dévoilées. Le voilà, enfin, renversé le culte de cette trompeuse idole, à la quelle nous avons eu tous l'aveuglement de sacrifier. Me voilà enfin justifié aux yeux du peuple, que j'ai voulu détromper. -- Né sans talens pour l'administration, inepte aux affaires, sans esprit et sans génie, ne connoissant que l'astuce de la banque et l'agiotage, encore couvert de la poussière du bureau dont-il est sorti pour s'élever à la place du premier ministre des finances, on étoit disposé à lui pardonner et son ignorance et ses inepties : on le croyoit honnêtes hommes.

..... La probité est une qualité si précieuse, un mérite si rare dans un ministre, que les François, dans leur enthousiasme, auroient chéri jusqu'à ses erreurs. Mais le voilà tombé: l'homme ambitieux et inepte se montre, à la fois, et l'ennemi du bien public et un fripon..... Il est donc vrai, ministre financier, que je ne n'égariois pas, quand je doutois plus encore de votre probité que de vos lumieres; quand je vous dénonçois à la nation comme un fourbe, qui n'avoit cherché à la séduire que pour la mieux tromper. Sans rapporter le passé, quelle conduite infâme ne tenez-vous pas aujourd'hui, envers un peuple qui vous adore, envers un roi qui vous estime. Quelle conduite outrageante ne tenez-vous pas envers les représentans de la nation, qui ont sollicité votre rappel au ministere!..... Quoi! quand l'assemblée national a pourvu aux dépenses de cette année; quand on vous a permis, pour faire face au plus urgent, de puiser quatre-vingt millions dans la malheureuse caisse d'escompte, que vous avez sucée, ruinée; quand nous commençons à peine de respirer; quand nos larmes cessent un moment de couler; quand notre bon roi, le meilleur, le plus honnête homme des rois, croit pouvoir sus-

pendre un moment les sollicitudes cruelles
qui n'ont cessé de l'agiter, de le tourmenter
pour son peuple, vous venez porter de nou-
veau, dans notre sein, la douleur et le déses-
poir ! Il vous faut encore quarante millions ! Et
pourquoi ? Monstre, vomis par l'enfer !
dis-nous-le donc. Mais, non, fais mieux.....
Tu nous as affamé, tu nous as empoisonné, tu
nous as ruiné : achève..... Il ne reste plus
qu'à nous égorger.....

La suite au numéro prochain.

De l'Imprimerie de M. A. R. A. T.